

La mondialisation à contre-emploi

Tout le monde connaît la fameuse phrase de Clinton, " It's the economy stupid ", par laquelle il voulait dire que c'était l'économie qui était au coeur des préoccupations de ses concitoyens. L'échec des Républicains aux élections de mi-mandat serait-il lié à la crainte de voir l'emploi reculer ? Ce qui se passe aux États-Unis peut-il se passer en France ? Lorsqu'on compare les États où les démocrates ont gagné à l'évolution de l'emploi industriel, la relation est indiscutable. Entre septembre 2005 et septembre 2006, la Pennsylvanie a perdu (en solde net) 15.600 emplois industriels. Les démocrates y ont gagné 3 sièges, dont 1 de sénateur. L'État de New York a vu disparaître 17.500 emplois industriels pendant la même période : les démocrates y ont récupéré 3 sièges. Sur les 6 États où les démocrates ont repris un siège de sénateur aux républicains (rappelons que chaque État compte 2 sénateurs), 4 ont accusé une perte nette d'emplois industriels (Montana, Ohio, Pennsylvanie, Rhode Island).

Ce basculement s'explique naturellement par le rejet de la majorité en place. Entre septembre 2005 et septembre 2006, l'industrie américaine a perdu, en termes nets, 15.000 emplois. Ce chiffre, s'il traduit un recul de l'emploi industriel localement douloureux, est à mettre en rapport avec la création de 2 millions d'emplois aux États-Unis pendant la même période. Prétendre donc que la mondialisation détruit l'emploi est par conséquent un non-sens. Elle détruit certains emplois, mais en crée beaucoup d'autres. Mais si la mondialisation n'intervient que comme un processus de meilleure allocation des ressources d'un pays, pourquoi soulève-t-elle tant d'hostilité ?

À cela, il y a trois réponses : la première renvoie à ce que l'on pourrait appeler l'effet de loupe. Localement, des pertes d'emploi peuvent être significatives. Dire aux 17.500 New-Yorkais qui ont perdu leur emploi industriel que, pendant le même temps, l'État a vu ses emplois augmenter de 74.000 ne les consolera pas. Cela pourra même accroître leur acrimonie, sauf si des reconversions sont possibles. Il faut par ailleurs voir que ces pertes d'emploi interviennent dans un contexte où les salaires stagnent et où la perte des emplois industriels est compensée par des créations d'emplois de service globalement moins bien rémunérés. Il faut enfin comprendre que les pertes d'emploi sont beaucoup plus traumatisantes aux États-Unis qu'en Europe, dans la mesure où la protection sociale y est plus faible et où le portage des droits sociaux est mal assuré par les entreprises et guère garanti par l'État fédéral.

DONNANT, DONNANT.

La deuxième est ce que les politologues appellent l'effet de halo : on n'est pas forcément soi-même menacé, mais on craint de le devenir. L'effet de halo a bien été analysé en France à propos du vote Le Pen. On ne comprenait pas pourquoi des villages où il n'y avait ni chômage ni immigrés votaient pour l'extrême droite. On a fini par comprendre que la peur de voir cet équilibre se rompre les incitait à voter pour M. Le Pen. Au demeurant, l'effet de halo n'est pas toujours irrationnel. Il y a bien des emplois non menacés qui peuvent le devenir. Il y a enfin une



Cet article est issu du quotidien La Tribune (www.latribune.fr).

Aucun droit de reproduction, sous quelque forme que ce soit (photocopie, scanner, copie numérique), n'est autorisé, si ce n'est celui d'une copie unique destinée à un usage strictement personnel. Toute autre utilisation est donc soumise à l'accord préalable de l'éditeur.

Pour toute information : information@latribune.fr

© 2002 La Tribune/D.I. Group

troisième explication. Le commerce mondial obéit à des règles qui sont en fait totalement contre-intuitives. Ce qui est intuitif chez les citoyens, c'est le mercantilisme. Personne n'est contre l'idée de vendre des avions ou des produits chers, mais peu de gens pensent qu'il est pour cela nécessaire d'abandonner des pans entiers de notre industrie textile. Personne ne regrette de voir les prix des produits de consommation courante baisser, mais personne ne veut voir que ce résultat est aussi la conséquence de l'ouverture des marchés.

Fondamentalement, le citoyen pense qu'il vaut mieux exporter le plus possible et importer le moins possible. Les hommes politiques renforcent d'ailleurs cette perception en brandissant le chiffre des emplois créés à chaque nouveau contrat de vente à l'étranger. À tout cela s'ajoute encore un facteur de complexité : la difficulté à séparer ce qui relève des faiblesses intrinsèques d'un secteur et des contraintes de la compétition.

MANQUE DE COMPÉTITIVITÉ.

Si on prend le cas de l'industrie française, que constate-t-on ? D'un côté, une forte pénétration des importations étrangères dans la demande intérieure (42 %) et, de l'autre, une très faible pénétration des importations en provenance des pays à bas salaires (11 %). Ces chiffres en apparence contradictoires sont néanmoins cohérents entre eux. Ils montrent à l'évidence que notre industrie a un vrai problème de compétitivité internationale, mais que ce problème n'est pas fondamentalement lié aux pays à bas salaires. Par ailleurs, nous savons très bien qu'il n'existe aucun lien entre le niveau de chômage d'un pays et le taux de pénétration des importations en provenance des pays à bas salaire.

Le Japon est le pays où les importations à bas salaires sont les plus fortes de tous les pays développés, ce qui ne l'empêche pas d'avoir un taux de chômage très bas. La France est dans un cas de figure parfaitement symétrique. Autrement dit, si nous avons un problème de compétitivité industrielle, c'est moins parce que nous sommes concurrencés par des pays qui luttent contre nous à armes inégales, mais parce que notre appareil n'est pas armé pour affronter la compétition mondiale en général. C'est pourquoi la récente proposition de M. Sarkozy de soustraire au commissaire européen au Commerce la responsabilité des négociations commerciales internationales au prétexte que l'Europe serait une sorte de passoire relève de la pure démagogie.